

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Forest

Prénoms : Sébastien

Institution ou entreprise : DREAL Occitanie

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Intitulé de votre contribution : Vers un horizon solidaire et écologique

Résumé de votre contribution :

Développer des stratégies de coopération et non de compétition entre Etats Améliorer la gouvernance et la coopération entre l'État, les collectivités pour des décisions plus adaptées, plus souples et moins centralisées Restaurer confiance entre politiques, fonctionnaires, entreprises et citoyens, entre pouvoirs publics, acteurs économiques et citoyens. Donner plus de place aux attentes citoyennes dans les instances décisionnelles Libérer les capacités d'initiative, d'innovation et d'adaptation Raisonner risques à long terme, anticiper Penser les sujets aux bonnes échelles géographiques, temporelles et de bassin de vie, sur le modèle des bassins hydrographiques, des façades littorales, des massifs Prévoir des frontières qui servent à imposer des normes environnementales, sanitaires et sociales. Repenser les relations entre urbain et rural, Repenser la ville, les aménagements de l'espace public ; revisiter la façon d'habiter la ville et la conception des logements et des bureaux Relocaliser certaines activités vitales avec des stratégies locales et régionales Redynamiser de nouvelles centralités de proximité (maillage de centres- bourgs et villes secondaires) Sécuriser les chaînes d'approvisionnement Développer la solidarité avec un salaire minimum et en limitant les enrichissements personnels Favoriser les solidarités citoyennes Consommer moins, mieux, local Produire sobrement et dans la mesure du possible plus localement ; privilégier la réutilisation avant de s'orienter vers la production Soutenir des économies alternatives Revoir l'économie agricole Développer l'économie circulaire et accroître la durée de vie des produits, les

réparer Réduire notre consommation de ressources naturelles Faire une loi Evin sur le climat : interdire la pub pour les produits émetteurs de gaz à effet de serre Eviter l'étalement urbain Aller vers des mobilités sobres, propres et solidaires Batir des plans de relance exigeants : effet climat biodiversité, conditionnalités

France stratégie interroge notre mode de développement , mai 2020

Réflexions Sylvie Lemonnier, Zoé Mahé, Sébastien Forest

TITRE: un horizon solidaire et écologique pour l'après

Objet :

- Revisiter notre mode de développement, nos fragilités, nos vulnérabilités, nos excès et même les failles de notre modèle économique et sociétal.
- Contribuer à définir un horizon pour l'après.

1. Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies

humains-nature :

Il faut progresser dans le respect de la nature et réduire notre consommation de ressources naturelles.
=> approche dite « One Health » (à faire reconnaître dans la constitution).

mondialisation et pandémies :

Sans rejeter la mondialisation, développer des stratégies de coopération et non baser celle-ci sur la compétition entre Etats ou entre structures et la recherche d'une rentabilité immédiate.

2. Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques

Améliorer la gouvernance et la coopération du quotidien entre l'État, et les collectivités pour des décisions publiques plus adaptées aux contextes territoriaux, moins centralisées.

Raisonnement risques à long terme, anticiper => on ne sait s'organiser actuellement pour réagir aux risques que face au danger immédiat..

Des pouvoirs publics qui doivent donner dans leurs choix plus de places aux attentes citoyennes, responsabiliser plus le citoyen qui est pris aussi dans des injonctions contradictoires.

Libérer les capacités d'initiative et d'innovation en permettant d'expérimenter, responsabiliser et faire confiance sans devoir obtenir de multiples autorisations préalables, mais veiller à obtenir des garanties de réversibilité (cf séquence éviter-réduire-compenser, zéro artificialisation nette,...), .

3. Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles

Vigilance : ne pas basculer dans les pièges du nationalisme et du sur-protectionnisme => une voie équilibrée à trouver entre autarcie et néolibéralisme.

L'échelon environnemental ou de bassin de vie à développer comme choix administratif, sur le modèle des bassins hydrographiques, des façades littorales, des hydro-éco régions => passer d'un libre-échange à un juste change.

Prévoir des frontières qui servent de leviers pour imposer des normes environnementales, sanitaires et sociales.

Relocaliser certaines activités : ne plus dépendre pour les besoins vitaux de production faites au bout du monde, adopter des stratégies locales et régionales de relocalisation d'activités, pérenniser des circuits courts...

Sécurisation des chaînes d'approvisionnement à l'échelle régionale : santé, écologie, tourisme, numérique et au cas par cas pour l'industrie de pointe (cf aéronautique à Toulouse, nautisme,...). Prévoir des relocalisations spécifiques et organisées, dûment justifiées sur une économie locale et durable. Disposer d'une capacité d'adaptation au niveau des entreprises agricoles, industrielles et des services

Faire une analyse fine région par région de la crise et des REX concrets qui en découlent.

=> à présenter dans chacun des prochains CPER (2022-2028) avec prise en compte dans les choix.

4. Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités

Plus de solidarité en développant le salaire minimum (... et maximum) et en limitant les enrichissements personnels aux dépens des autres.

Favoriser les solidarités citoyennes.

Raisonner nos modes de mobilité.

Démocratiser l'écologie, l'agriculture biologique

5. Quelle voie pour une économie soutenable

Prérequis : des petits pas mais aussi et surtout des mesures plus radicales.

Consommer moins, mieux, accepter de payer un juste prix aux choses

Et utiliser les taxes pour mieux structurer les modes de production et de consommation, et un Etat plus régulateur face au profit immédiat.

Ne laisser personne au bord de ce chemin

Développer des économies alternatives : cf monnaie complémentaire à l'€, trocs, épicerie-solidaire.

Revoir l'économie agricole pour conserver l'agriculture familiale . Revisiter les modes de production (agro-écologie, revoir l'économie agricole filière par filière (et en interaction entre filières) pour développer une agriculture qui ne sera plus basée sur la production intensive, moins d'intrants, plus d'emplois)

Développer l'économie circulaire et accroissement de la durée de vie des produits et permettre leur réparation (développer les métiers de la réparation, du re-emploi et du recyclage).

Consommer plus local et l'inciter financièrement (taxes,...).

Aider économiquement le manger sain, bio, pour tous.

Mettre en place une sorte de loi Evin sur le climat : interdire la publicité pour les produits émetteurs de gaz à effet de serre (ne plus soutenir et taxer si possible ces secteurs).

Infléchir la politique du logement (écoconception, éviter les passoires thermiques).

Gestion du foncier en évitant l'étalement urbain. Ne plus accepter de centres commerciaux qui consomment l'espace et nuisent au développement des circuits-courts.

Modifier notre approche de la mobilité : cesser le tout-voiture et les transports en avion sur de courtes distances plus drastiquement. Rendre les tarifs de train pour les longues distances plus sociaux et attractifs pour tous (et non pas que pour les professionnels), encourager le covoiturage (files prioritaires, plateformes de réservation ...) développer le bateau à voiles pour le transport

Des plans de relance « conditionnés » qui ne soutiennent que des activités qui s'engagent à un respect concret de l'environnement avec une exigence absolue ERC, effet climat positif ou neutre, zéro perte nette de biodiversité, zéro artificialisation : conditionnalité absolue et non optionnelle. Pousser uniquement l'innovation qui fait preuve de sa prise en compte de l'environnement et de tout mettre en œuvre pour réduire et évaluer son impact. Des analyses coûts-bénéfices qui intègrent le bénéfice environnemental des innovations et ses aménités.

6. Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions

Un prérequis : une confiance à retrouver entre le politique, le fonctionnaire, les entreprises et les citoyens, entre pouvoirs publics, acteurs économiques et citoyens. Sortir de la défiance entre les uns et les autres : un nouveau cercle vertueux entre la volonté citoyenne et les moyens d’agir publics et privés. Mettre les citoyens en actions réellement en retenant leurs préconisations et en les appliquant.

Le retour en grâce de l’expertise nécessaire pour prendre des décisions difficiles donne espoir sur le climat avec les experts du GIEC par exemple.

La convention citoyenne entend peser dans les décisions de l’après-covid.

Pourquoi ne pas aller jusqu’à une vraie assemblée citoyenne pesant directement (et de manière équilibrée) sur les décisions.

=> il s’agit de passer du format optionnel type Grenelle à une vraie 3ème chambre constituée d’experts, de scientifiques et de citoyens en se fondant sur une évolution du CESE.

Revoir les priorités à constitutionnaliser.

Savoir ouvrir le champ des possibles pour gagner en réactivité, tout en veillant à respecter l’esprit de la loi et à garantir le respect des objectifs de protection de l’environnement et de la santé. Il s’agit davantage de veiller à l’atteinte des objectifs que de fonctionner par obligation de moyens (autorisations administratives).